



Dr Valérie Masson-Delmotte @valmasdel

Jan 26 · 25 tweets · [valmasdel/status/1618565290614484993](https://twitter.com/valmasdel/status/1618565290614484993)

Les climatologues sont aussi des citoyens et des êtres humains.



Désobéissance civile : « Les climatologues sont aussi des citoyens et ...

TRIBUNE. Dans une tribune au « Monde », un collectif international de 1 500 chercheurs spécialistes des questions climatiques dénonce la mise à l'écart de la communauté scientifique des chercheurs Ro...

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/01/26/desobeissance-civile-les-climatologues...>

Nous sommes un groupe de scientifiques de tous horizons travaillant sur la science du système terrestre, et plus particulièrement sur les causes et les impacts du changement climatique

– plusieurs d'entre nous sont des auteurs de rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) –

et en tant que tels, nous faisons des observations détaillées et élaborons soigneusement des expériences et des modèles pour comprendre les causes, les processus et les impacts du changement climatique.

Nous nous en tenons aux faits et faisons de notre mieux pour informer les décideurs et nos concitoyens, et pour former des étudiants à une méthodologie scientifique rigoureuse.

Mais les climatologues sont aussi des citoyens et des êtres humains. En tant que citoyens, nous avons notre propre vision du monde et nous intervenons dans le débat public de la manière qui nous convient.

En tant qu'humains, nous avons le droit inaliénable d'exprimer nos opinions de manière pacifique.

Depuis des décennies, le fait que les émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique provoquent le réchauffement de la planète est sans équivoque. Il est également établi avec certitude que nous mettons en danger l'avenir des écosystèmes et des sociétés.

Et pour citer le GIEC, "tout retard supplémentaire vis-à-vis d'une action mondiale concertée et préventive pour l'adaptation et pour l'atténuation manquera une brève fenêtre d'opportunité, qui se referme rapidement, pour garantir un avenir viable et soutenable pour tous".

Plus que jamais, nous savons que nous devons nous engager activement, en tant que citoyens et scientifiques, à œuvrer pour l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et la transition rapide vers un avenir à faible émission de carbone.

Nous sommes donc consternés par les récentes représailles contre des collègues n'ayant fait qu'exercer leurs droits civils et humains.

Avant une conférence plénière sur les arts, les sciences et le changement climatique lors de la conférence d'automne de l'Union américaine de géophysique ([@theAGU](#)),

Rose Abramoff et son collègue Peter Kalmus ont déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire "Out of the lab and into the streets" ("sortez de vos labos et allez dans les rues").

Leur action a duré moins de trente secondes.

La réponse qui a suivi cette action non violente a été disproportionnée : l'AGU a immédiatement retiré leurs contributions scientifiques du programme de la conférence, effaçant ainsi leurs travaux de la communauté scientifique, puis a lancé une enquête interne.

En conséquence, Rose Abramoff, une brillante scientifique en début de carrière, a été licenciée de son poste dans un grand institut gouvernemental.

Que l'on soit d'accord ou non avec la forme sous laquelle les docteurs Abramoff et Kalmus ont décidé de protester, et même s'ils ont enfreint le décorum des congrès scientifiques,

nous ne pouvons pas rester silencieux face aux actions de l'AGU à leur encontre et aux représailles qui ont suivi.

Nous affirmons que le coût du silence devant un tel traitement injuste et disproportionné est trop élevé pour la communauté scientifique et la planète.

Ces réponses brutales et injustes au déploiement d'une bannière durant 30 secondes ne menacent pas seulement les carrières de deux scientifiques,

elles découragent également les chercheurs – et en particulier les scientifiques en début de carrière – de s'engager auprès de leurs collègues et de la société, et de s'exprimer sur le besoin urgent d'action climatique.

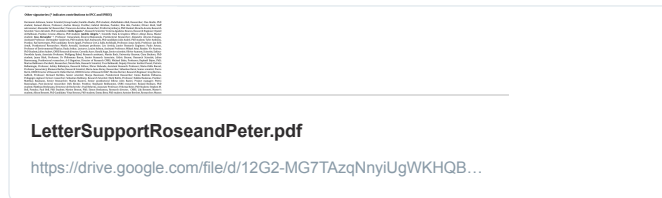
Nous sommes profondément préoccupés par cette décision, qui dit en substance aux scientifiques qu'ils risquent leur carrière s'ils osent s'exprimer ou s'engager dans un plaidoyer public non officiellement approuvé.

Les employeurs ne devraient pas punir les scientifiques pour leur participation à une action climatique non violente.

Le monde universitaire et les sociétés savantes comme l'AGU doivent rester des espaces sûrs pour la liberté d'expression.

Nous soutenons Rose [@ultracriquet](#) et Peter [@ClimateHuman](#).

J'ai signé cette lettre, avec plus de 1500 signataires, de 37 pays, sur tous les continents, liste complète ici :



¶ **Premiers signataires : Almut Arneth**, professeure à l'Institut de technologie de Karlsruhe (Allemagne) ; **Ana Bastos**, cheffe d'équipe à l'Institut Max Planck de biogéochimie (Allemagne) ; **Pep Canadell**, directeur exécutif du Global Carbon Project, directeur de recherche au Csiro (Australie) ; **Philippe Ciais**, directeur de recherche à l'Institut Pierre-Simon Laplace (France) ; **Pierre Friedlingstein**, professeur à l'université d'Exeter (Royaume-Uni) ; **Daniel S. Goll**, chef d'équipe au Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (France) ; **Bertrand Guenet**, chercheur au Laboratoire de géologie de l'Ecole normale supérieure ; **James E. Hansen**, directeur du programme Science du climat, sensibilisation et solutions à l'université Columbia (Etats-Unis) ; **Valérie Masson-Delmotte**, directrice de recherche à l'Institut Pierre-Simon Laplace ; **Whendee L. Silver**, professeure émérite et titulaire de la chaire Rudy Grah à l'université de Californie (Etats-Unis) ; **Sophie von Fromm**, doctorante à l'Institut Max Planck de biogéochimie ; **Samantha Weintraub-Leff**, chercheuse rattachée au National Ecological Observatory Network (Etats-Unis) ; **Sönke Zaehle**, directeur de l'Institut Max Planck de biogéochimie.

• • •